

Tribune - Multiculturalisme - La réponse de Charles Beigbeder à Benoist Apparu

Author : Rédaction RC

Categories : [Eglise en France](#)

Date : 6 juin 2016



Dans sa lettre ouverte à Benoist Apparu publiée le 2 juin 2016 sur [FigaroVox](#), en réponse à son tweet en faveur du multiculturalisme. Charles Beigbeder y expose les dangers d'une telle conception qui signerait, à terme, la mort de la nation française.

Monsieur le ministre,

En marge du dîner auquel vous avait convié hier soir Alain Juppé à la salle Wagram, aux côtés de nombreux maires de communes de France, vous avez, par un tweet aussi dangereux que contradictoire, exprimé votre foi dans une France multiculturelle. Je vous cite : « Oui au multiculturalisme, non au communautarisme, c'est ça l'identité heureuse ! »

Propos extrêmement dangereux car, en prônant le multiculturalisme, c'est l'identité même de la France que vous contribueriez à dissoudre ! Que signifierait en effet une France multiculturelle ? Ce serait une nation où chaque immigré pourrait revendiquer sa langue, sa culture, ses mœurs, son histoire et ses traditions d'origine, à parité avec la langue et la culture historiques du pays d'accueil. En fait, ce ne serait plus une nation au sens où l'entend traditionnellement Renan quand il évoque « la volonté de continuer à faire valoir l'héritage que l'on a reçu indivis ». Car, dans votre système, il n'y a plus ni langue officielle ni culture commune, rien qu'un supermarché des cultures qui vivent juxtaposées les unes aux autres dans une sorte de magma informe où le poids démographique d'une communauté serait le seul critère de légitimation d'une culture.

Le multiculturalisme procède en fait d'un grave renoncement qui découle lui-même d'un désamour originel : le rejet par de nombreux Français de leur propre culture. On a tellement réécrit l'histoire de France en la chargeant de tous les maux de l'humanité que ses héritiers veulent aujourd'hui se défaire du « fardeau de l'homme blanc », vouant aux gémonies une nation éternellement coupable d'un colonialisme qui lui serait consubstantiel et nous renvoyant, par une surenchère de déclarations vindicatives, dans la posture expiatoire du pénitent invétéré. Dès l'instant que nous n'aimons plus notre passé, nous renonçons à le transmettre aux générations suivantes et à exiger des immigrés nouvellement arrivés qu'ils en soient pétris intérieurement : c'est la fin du modèle français d'assimilation qui avait pourtant écrit ses lettres de noblesse jusque dans les années 70.

Non, la France n'est pas multiculturelle car fort heureusement, nous ne sommes pas encore dans une société où chacun adopte sa langue, son calendrier, ses vêtements, ses coutumes et l'ensemble de ses repères culturels en fonction de sa seule communauté d'origine. La France est certes traversée par des tensions communautaires, en particulier dans les zones de non-droit – que j'ai plutôt envie d'appeler des zones de non-France – mais elle suscite heureusement des sentiments de filiation chez de nombreux Français, notamment ceux qui, issus de l'immigration, se battent pour faire reconnaître la primauté de la communauté nationale sur les communautés d'origine dans les banlieues. Car l'assimilation ne signifie aucunement la négation ou l'amputation de sa propre culture ; elle consiste simplement à donner la priorité au pays d'accueil et à se fondre dans sa culture, selon le vieil adage : « À Rome, fais comme les Romains ! ».

Peut-être, voulez-vous dire, monsieur le ministre, que la France est multi-ethnique, ce en quoi je suis parfaitement d'accord, puisque la France réunit depuis longtemps autour d'une même culture partagée des citoyens de toutes origines. Je pense notamment aux Français issus de nos départements d'Outre-mer qui s'enorgueillissent de notre belle langue depuis Louis XIV, pour certains d'entre eux. Mais le multi-ethnisme ne signifie aucunement le multiculturalisme.

Assimiler l'un à l'autre, que ce soit pour le prôner ou le déplorer, revient à assigner l'homme à sa culture d'origine et l'enfermer dans une forme de déterminisme culturel. Laissons vivre l'immigré dans sa culture d'origine, dites-vous car ce serait trop violent voire fasciste de lui imposer une culture qu'il n'a pas choisie ! Vous rejoignez en cela, sans le savoir, le raisonnement de ceux qui dénie aux immigrés toute faculté d'assimilation et les figent dans leurs origines ethniques pour démontrer qu'ils ne pourront jamais être français. Pour ma part, je crois en l'assimilation car la France est avant tout un héritage spirituel qui s'enracine dans le cœur profond des hommes et pétrit la culture d'un pays pour en faire une identité charnelle. Car comme le dit si bien Charles Péguy, « le spirituel est lui-même charnel. Et l'arbre de la grâce est raciné profond et plonge dans le sol et cherche jusqu'au fond ». C'est ce que j'essaie d'expliquer dans mon dernier ouvrage [Charnellement de France](#), publié en collaboration avec Benoît Dumoulin aux éditions Pierre-Guillaume de Roux.

Je vous disais, en second lieu, que votre tweet est contradictoire. En effet, comment pouvez-vous prôner le multiculturalisme tout en rejetant le communautarisme alors que l'un conduit tout droit à l'autre et déstructure notre identité au point de la rendre malheureuse ? Le communautarisme, c'est une partition de la nation en plusieurs communautés qui ont pris le pas sur le sentiment national et tendent à devenir l'unique critère d'identification des personnes dans l'espace public, au détriment des personnes dont il opprime la liberté et au mépris de la nation dont il nie l'existence. Comment ne pas voir que le multiculturalisme que vous encouragez déboucherait sur un communautarisme qui signerait la mort de la nation ? Si vous laissez les cultures allogènes prospérer ainsi sans leur demander de se fondre dans la culture nationale, ne pensez-vous pas que les citoyens finiront par se définir uniquement par leur culture d'origine et exigeront d'être représentés au Parlement en tant que membre d'une communauté ? Ainsi, comme au Liban, on répartira les postes institutionnels à partir de quotas ethnico-culturels. Là-bas, en vertu des équilibres démographiques recensés en 1932, le Président doit être maronite, le premier ministre sunnite et président de l'Assemblée chiite. Voudrions-nous un préfet musulman en Seine Saint-Denis pour tenir compte des récentes mutations démographiques ? Le Kosovo nous a laissé l'exemple amer d'un communautarisme encouragé par la communauté internationale et non tempéré par un État-nation qui avait disparu sous les décombres du communisme. Le Liban a, quant de lui, vécu quinze années de guerre civile dont les traces sont encore fumantes aujourd'hui. Le communautarisme sonnerait ainsi la fin de cette pax Europa que les pères fondateurs de l'Europe avaient voulu instaurer au sortir du second conflit mondial.

Face à une gauche qui a clairement revendiqué le droit à la différence et fait de l'antiracisme une arme de déconstruction de notre culture, la droite ne devrait pas sombrer dans un économisme qui ignore la question culturelle pour se cantonner dans une surenchère de propositions libérales. Car la culture sera au centre des prochaines échéances électorales et déterminera notre avenir en tant que nation pour les décennies qui viennent. Soyez-en convaincu !

Je vous prie de croire, monsieur le Ministre, à l'assurance de ma considération distinguée.

[Lu](#) sur le blog de l'auteur

*La ligne éditoriale de Riposte catholique cherche à sortir de la "langue de buis", peu propice à la recherche de la vérité. C'est pourquoi nous publions volontiers des tribunes libres. Nous précisons cependant que ces tribunes publiées sur Riposte Catholique n'engagent que leurs auteurs. Nous les proposons à nos lecteurs en tant que contributions au débat et à la réflexion.
La Rédaction*